



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



FÉDÉRATION DES CPAS BRUXELLOIS
FEDERATIE VAN BRUSSELSE OCMW'S
BRULOCALIS ASSOCIATION VILLE & COMMUNES DE BRUXELLES
VERENIGING STAD & GEMEENTEN VAN BRUSSEL



Vos ref. :

Nos ref. : LV/KZ/WD/ALV/PVS/RG/MD/JMR/EB/cb/2021-24

Vos corresp. :

(UVCW) Alain VAESSEN 081.24.06.50

(VVSG) Piet VAN SCHUYLENBERGH 02.211.55.27

(Brulocalis) Rita GLINEUR-Michel DENYS 02.238.51.56

Annexe : 1

Madame Marie-Colline Leroy,
Présidente de la Commission des Affaires
sociales, de l'Emploi et des Pensions de la
Chambre des représentants
marie-colline.leroy@ecolo.be

Bruxelles, le 3 mars 2021

A l'attention du Secrétariat de la Commission,
Marthe.vandenabeele@dekamer.be
Comm.SOC@dekamer.be

Madame la Présidente,

**Concerne : Avis des Fédérations de CPAS
Proposition de loi modifiant l'article 98 de la loi organique du 8 juillet 1976 des
centres publics d'action sociale [Doc 55 0681/001]**

La Commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions a sollicité les Fédérations de CPAS pour remettre un avis sur la proposition de loi mieux reprise sous rubrique.

Vous trouverez, en annexe à la présente, l'avis des Fédérations de CPAS.

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire qu'il vous plairait d'obtenir et vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de notre considération distinguée.

Luc VANDORMAEL
Président de la Fédération
des CPAS de l'Union des
Villes et Communes de
Wallonie

Khalid ZIAN
Président de la Fédération des
CPAS bruxellois
Brulocalis

Wim DRIES
Voorzitter van de Vereniging van
Vlaamse Steden en Gemeenten



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



FÉDÉRATION DES CPAS BRUXELLOIS
FEDERATIE VAN BRUSSELSE OCMW'S
BRULOCALIS ASSOCIATION VILLE & COMMUNES DE BRUXELLES
VERENIGING STAD & GEMEENTEN VAN BRUSSEL



AVIS DES FEDERATIONS DE CPAS

N° 2021-09

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 98 DE LA LOI ORGANIQUE DU 8 JUILLET 1976 DES CENTRES PUBLICS D'ACTION SOCIALE (DOC 55 0681/1)

ADRESSE A LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'EMPLOI ET DES PENSIONS

3 MARS 2021

Personnes de contact :

UVCW / Brulocalis - Jean-Marc Rombeaux - Tél : 081 24 06 54 - mailto : jean-marc.rombeaux@uvcw.be
avec Marie-Claire Lodefier

VVSG - Evi Beyl - tél : 02 211 55 69 mailto : evi.beyl@vvsg.be



CONTEXTE

La Commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions a sollicité les Fédérations de CPAS en date du 2 février 2021, pour remettre un avis sur la proposition de loi modifiant l'article 98 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale (DOC 55 0681/1) et nous l'en remercions.

A. VOL - LIQUIDITE EN MAISON DE REPOS - DEMANDE DE PAIEMENT PAR SEMAINE OU EN QUINZAINE - POUR MEMOIRE

En 2009, la possibilité de payer l'argent de poche par semaine ou quinzaine a été demandée au Ministre l'Intégration sociale d'alors¹ par les Sections CPAS afin de réduire les liquidités en maison de repos suite à des vols à Forest, Herentals, Louvain, Lede et Uccle. En outre, il était demandé de pouvoir payer l'argent de poche des personnes désorientées sur compte. Ci-dessous un extrait du courrier (voir annexe).

1. Permettre un paiement de l'argent poche par quinzaine ou semaine

1.1. Article 98 de la loi organique

« Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires, le centre public d'action sociale fixe, en tenant compte des ressources de l'intéressé, la contribution du bénéficiaire dans les frais de l'aide sociale.

Ce dernier a en tout état de cause le droit de disposer d'un argent de poche, dont le montant est fixé par le centre.

Si l'aide sociale est octroyée sous la forme d'un paiement des frais de séjour dans une maison de repos et que le bénéficiaire contribue à ces frais conformément à l'alinéa 1^{er}, l'argent de poche s'élève à au moins 900 euros par an, payables en tranches mensuelles. Ce montant peut être majoré par voie d'arrêté royal et est indexé conformément à la loi du 1^{er} mars 1997 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Le Roi détermine les frais qui ne peuvent en aucun cas être imputés sur cet argent de poche. Il détermine également le statut de l'argent de poche, en particulier lorsqu'il n'a pas été utilisé au moment du décès. »

1.2. Article 60 de la loi organique

« L'intervention du centre est, s'il est nécessaire, précédée d'une enquête sociale, se terminant par un diagnostic précis sur l'existence et l'étendue du besoin d'aide et proposant les moyens les plus appropriés d'y faire face [...].

Il accorde l'aide matérielle sous la forme la plus appropriée. »

¹ Courrier du 9.11.2009 à Ph. Courard, Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.



1.3. Notion d'argent de poche - art. 2, A.R. 25.4.2004

« L'argent de poche payé par le centre public d'action sociale au bénéficiaire lui appartient en propre. Il le dépense selon son propre choix afin de subvenir à ses besoins personnels. »

1.4. Le problème

Au moment du paiement de l'argent de poche, il y a une rentrée qui peut être importante dans la maison. Si on paie à un rythme plus régulier que le mois, le montant est plus faible.

Cela demanderait un peu plus de travail administratif et de transfert de fonds mais cela pourrait diviser par deux voire par quatre les montants liés à l'argent de poche présent à un moment donné dans l'établissement.

En pratique, certains CPAS le font déjà pour des désorientés ou des personnes à consommation compulsive.

1.5. Proposition

A notre estime, on peut défendre la thèse qu'un paiement à un rythme plus régulier que le mois est possible par une lecture combinée de l'article 60 avec l'article 98 de la loi organique. On peut également considérer que si l'on paie par semaine, l'argent de poche dû pour le mois est bien payé pour ce mois.

Ce point pourrait utilement être confirmé par voie de circulaire.

A défaut, il faudrait une modification de l'article 98 de la loi organique.

2. Possibilité de payer l'argent de poche des désorientés sur un compte

2.1. Problème spécifique des désorientés

Les personnes désorientées peuvent difficilement gérer leur argent de poche.

Si l'on applique strictement la réglementation, l'argent doit néanmoins être donné à ces résidants. En fait, ce n'est matériellement pas possible et les pratiques sont diverses. Elles conduisent dans une série de cas à une accumulation de liquidités.

2.2. Proposition

Nous demandons que, pour les résidants désorientés, l'argent de poche :

- puisse être payé sur compte de tiers ;*
- soit alors débité sur base de dépenses réelles attestées par une pièce justificative de paiement.*



B. LE TEXTE PROPOSE

Le résumé de la proposition mentionne :

« Afin d'améliorer la sécurité dans les maisons de repos, la proposition de loi offre la possibilité d'un paiement hebdomadaire, si le bénéficiaire ou son administration provisoire en fait la demande par écrit, afin d'éviter que de trop grosses quantités d'argent puissent se trouver à un moment donné dans les maisons de repos. »

L'article 98, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale est remplacé comme suit :

« Si l'aide sociale est octroyée sous la forme d'un paiement des frais de séjour dans une maison de repos et que le bénéficiaire contribue à ces frais conformément à l'alinéa 1^{er}, l'argent de poche s'élève à au moins 900 euros par an, payables en tranches hebdomadaires si le bénéficiaire ou, le cas échéant, son administration provisoire en fait la demande par écrit. Ce montant peut être majoré par voie d'arrêté royal et est indexé conformément à la loi du 1^{er} mars 1997 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume »

Contrairement à l'article actuel, il n'y a plus de référence à un paiement en tranche mensuelle.

Les développements de la proposition de loi précisent en page 3 qu' *« Il s'agit d'un droit du résident, dont celui-ci peut disposer en une fois, s'il le désire. Cet argent de poche est actuellement de 1 164,24 euros, soit 97,02 euros par mois »*.

Le montant de l'argent de poche est aujourd'hui de 1 187,55 euros par an (1.3.2020).

C. AVIS DES FEDERATIONS DE CPAS

De façon générale, il est avancé que la personne pourrait réclamer son argent de poche une fois l'an parce que le montant de référence du législateur est en annuel. Cette thèse est à tout le moins discutable. Ainsi, le revenu d'intégration est un montant annuel dans la loi et ce n'est que par circulaire qu'un montant mensuel est référencé. A notre connaissance, aucun bénéficiaire du RI n'a jamais réclamé ce montant annuel en un paiement. Ce serait d'ailleurs tout simplement impossible au vu des conditions à vérifier tout au long de l'octroi.

Vu la suppression d'une référence à un paiement par tranche mensuelle, la lecture du nouvel article 98 proposé à la lumière des développements signifie que le montant de l'argent de poche est payé :

- en principe en une fois et donc une fois par an vu que le montant de base est annuel ;
- par semaine à la demande du bénéficiaire ou de l'administrateur provisoire.

L'objectif annoncé est de réduire les liquidités en maison de repos. Cela rejoint la demande exprimée en 2009 par les CPAS.

- a. Toutefois, si le principe devient le paiement en une fois, cela augmente la présence de liquidités en maison de repos. C'est contraire à l'objectif annoncé et implique une prise de risque accrue en terme de vol.



b. Un paiement en principe annuel pose une série de questions :

- L'argent de poche est payé s'il y a octroi d'une aide sociale par le CPAS sous la forme de prise en charge de frais d'hébergement. Un résident peut bénéficier de cette aide à un moment donné mais ne plus en avoir besoin ensuite car il a de nouvelles ressources : pécule de vacances, allocation pour handicap, bénéfice d'une succession...
- Que se passe-t-il s'il y a un changement de compétence de CPAS ? Qu'advient-il d'une somme payée en une fois dans une telle hypothèse ? Une récupération d'indu ? Le cas existe même s'il est plutôt rare.
- L'argent de poche est une aide sociale. Le CPAS apprécie la manière dont il l'accorde toute aide sociale et ce en vertu de l'article 60 de la loi organique. Déjà avec le texte actuel, rien ne s'oppose selon nous à un paiement par quinzaine, par semaine... en fonction des besoins spécifiques éventuels de la personne, besoins à apprécier par le CPAS. A certains endroits, le paiement physique est déjà effectué sur demande, selon la périodicité convenue.

Les Fédérations de CPAS sont d'avis :

- de garder le principe du paiement en tranche mensuelle ;
- de prévoir la possibilité d'un paiement par semaine ou quinzaine soit à la demande de la personne soit sur base d'une décision du CPAS sur base d'une appréciation in concreto ;
- de ne pas faire référence à l'administrateur provisoire dès lors qu'il est le représentant légal.

c. Les Fédérations de CPAS réitèrent la deuxième attente exprimée en 2009.

Les personnes désorientées peuvent difficilement gérer leur argent de poche.

Si l'on applique strictement la réglementation, l'argent doit néanmoins être donné à ces résidents. En fait, ce n'est matériellement pas possible et les pratiques sont diverses. Elles conduisent dans une série de cas à une accumulation de liquidités.

Il existe des établissements où le paiement mensuel de l'argent de poche au résident est proposé de façon standard via un compte courant électronique type compte système I car les résidents sont très fortement dépendants des soins.

Les Fédérations de CPAS préconisent que, pour les résidents désorientés ou fortement dépendants pour les soins, l'argent de poche :

- puisse être payé sur compte de tiers au sens de la comptabilité des CPAS ;
- soit alors débité sur base de dépenses réelles attestées par une pièce justificative de paiement.

En principe, la comptabilité d'un CPAS ne porte que sur le patrimoine de ce CPAS. Le compte de tiers fait exception. Pour faire simple, si la personne souhaite qu'on lui achète une revue/ des pralines, la dépense est faite et le compte est débité sur base du ticket/ de la facture.



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



FÉDÉRATION DES CPAS BRUXELLOIS
FEDERATIE VAN BRUSSELSE OCMW'S
BRULOCALIS ASSOCIATION VILLE & COMMUNES DE BRUXELLES
VERENIGING STAD & GEMEENTEN VAN BRUSSEL



ADVIES VAN DE OCMW-FEDERATIES

NR. 2021-09

WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 98 VAN DE ORGANIEKE WET VAN 8 JULI 1976 BETREFFENDE DE OPENBARE CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN (DOC 55 0681/1)

GERICHT AAN DE COMMISSIE SOCIALE ZAKEN, WERK EN PENSIOENEN

3 MAART 2021

Contactpersonen:

UVCW / Brulocalis - Jean-Marc Rombeaux - Tel: 081 24 06 54 mailto: jean-marc.rombeaux@uvcw.be

Samen met Marie-Claire Lodefier

VVSG - Evi Beyl - Tel: 02 211 55 69 mailto: evi.beyl@vvsq.be



Context

De Commissie Sociale Zaken, Werk en Pensioenen heeft de OCMW-federaties op 2 februari 2021 om een advies gevraagd over het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (DOC 55 0681/1). Wij danken de commissie hiervoor.

A. DIEFSTAL – CONTANT GELD IN RUSTHUIZEN – VRAAG TOT WEKELIJKSE OF TWEEWEKELIJKSE UITBETALING – TER HERINNERING

In 2009 hebben de OCMW-afdelingen aan de toenmalige minister van Maatschappelijke Integratie gevraagd of het zakgeld wekelijks of tweewekelijks kon uitbetaald worden. Na diefstallen in Vorst, Herentals, Leuven, Lede en Ukkel wilden we minder geld aanwezig hebben in rusthuizen. Bovendien hebben we gevraagd of het zakgeld van gedesoriënteerde mensen op een bankrekening kon gestort worden. Hieronder een fragment uit de mail¹ (zie bijlage).

1. Een wekelijkse of tweewekelijkse uitbetaling van zakgeld mogelijk maken

1.1. Artikel 98 van de organieke wet

“Onverminderd de toepassing van andere wettelijke en reglementaire bepalingen, bepaalt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, rekening houdend met de inkomsten van de betrokkene, de bijdrage van de begunstigde in de kosten van de maatschappelijke dienstverlening.

Deze laatste heeft in ieder geval het recht op een zakgeld, waarvan het bedrag door het centrum wordt vastgesteld.

Wanneer de maatschappelijke dienstverlening wordt verstrekt in de vorm van betaling van de kosten van het verblijf in een rusthuis en de begunstigde bijdraagt in deze kosten overeenkomstig het eerste lid, bedraagt het zakgeld minstens 900 EUR per jaar, uitbetaald in maandelijkse schijven. Dit bedrag kan bij koninklijk besluit opgetrokken worden en wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

De Koning bepaalt welke kosten in geen geval op dit zakgeld mogen worden aangerekend. Hij bepaalt eveneens het statuut van het zakgeld, in het bijzonder bij niet aanwending in geval van overlijden”.

1.2. Artikel 60 van de organieke wet

“De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien [...].

Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm”.

¹ Brief van 9.11.2009 naar Ph. Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding.



1.3. Het begrip zakgeld - art. 2, KB 25.4.2004

“Het door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan de begunstigde betaalde zakgeld behoort hem toe. Hij besteedt het naar vrije keuze, om te voorzien in zijn persoonlijke behoeften”.

1.4. De probleemstelling

Op het moment dat er cash zakgeld uitbetaald wordt, kan er in het rusthuis heel wat geld binnenkomen. Betaalt men dat zakgeld frequenter uit, dan is er minder geld aanwezig.

Dit vraagt wat meer administratie en geldoverschrijvingen, maar hierdoor zou er twee tot vier keer minder zakgeld in de instelling aanwezig zijn.

In de praktijk doen sommige OCMW's het al zo bij gedesoriënteerde mensen of impulsieve consumenten.

1.5. Voorstel

We denken dat op basis van artikel 60 in combinatie met artikel 98 van de organieke wet, een frequentere dan een maandelijkse uitbetaling mogelijk is. We denken ook dat als men het zakgeld wekelijks uitbetaalt, men dan het verschuldigde maandelijks zakgeld voor die maand wel degelijk heeft uitbetaald.

Dit kan met een omzendbrief geregeld worden.

Bij gebrek aan een omzendbrief moet artikel 98 van de organieke wet gewijzigd worden.

2. Mogelijkheid om het zakgeld van gedesoriënteerde mensen op een rekening te storten

2.1. Specifiek probleem van gedesoriënteerde mensen

Gedesoriënteerde mensen kunnen hun zakgeld nauwelijks beheren.

Als men de regelgeving strikt toepast, moet men het geld toch aan deze bewoners geven. Materieel gezien is dit in feite niet mogelijk en zijn de praktijken divers. In een aantal gevallen leidt dit tot een ophoping van cash geld.

2.2. Voorstel

Voor gedesoriënteerde bewoners vragen we dat het zakgeld:

- op een derdenrekening kan worden gestort;*
- ofwel gedebiteerd wordt op basis van de werkelijke kosten gestaafd met een betalingsbewijs.*



B. DE TEKST STELT VOOR

In de samenvatting van het wetsvoorstel staat:

“Om de rusthuizen veiliger te maken, wordt met dit wetsvoorstel de mogelijkheid geboden om het zakgeld wekelijks uit te betalen indien de begunstigde of diens voorlopige bewindvoerder daar schriftelijk om verzoekt. Zulks moet voorkomen dat in de rusthuizen op sommige momenten al te hoge geldbedragen aanwezig zijn”.

Artikel 98, §1, 3^e lid van de organieke OCMW-wet van 8 juli 1976 wordt vervangen door wat volgt:

“Wanneer de maatschappelijke dienstverlening wordt verstrekt in de vorm van betaling van de kosten van het verblijf in een rusthuis en de begunstigde bijdraagt in deze kosten overeenkomstig het eerste lid, bedraagt het zakgeld ten minste 900 euro per jaar, uitbetaald in wekelijkse schijven indien de begunstigde of, in voorkomend geval diens voorlopige bewindvoerder, daar schriftelijk om verzoekt. Dit bedrag kan bij koninklijk besluit worden opgetrokken en wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld”.

In tegenstelling tot het huidige artikel wordt er niet meer verwezen naar een maandelijkse uitbetaling.

In zijn toelichtingen verduidelijkt het wetsvoorstel op pagina 3 dat het om *“een recht [gaat] van de bewoner; als hij dat wenst, kan hij over dat hele bedrag ineens beschikken. Dat zakgeld bedraagt jaarlijks momenteel 1164,24 euro, wat overeenkomt met 97,02 euro per maand”.*

Het zakgeld bedraagt momenteel 1.187,55 euro per jaar (1.3.2020).

C. ADVIES VAN DE OCMW-FEDERATIES

In het algemeen wordt aangevoerd dat de persoon eenmaal per jaar zijn zakgeld kan opeisen omdat het wettelijk referentiebedrag op jaarbasis bepaald is. Deze stelling is op zijn minst betwistbaar. Het leefloon staat in de wetgeving ingeschreven als een bedrag op jaarbasis. Enkel in een omzendbrief wordt er gerefereerd naar een maandbedrag. Voor zover we weten heeft geen enkele leefloner ooit gevraagd om zijn leefloon in één keer te laten uitbetalen. Dit zou eenvoudigweg onmogelijk zijn gezien de voorwaarden die gecontroleerd moeten kunnen worden gedurende de gehele uitkeringsperiode van het leefloon.

Gezien er in het nieuwe artikel 98 geen enkele verwijzing meer is naar een maandelijkse uitbetaling, lezen we in het nieuwe voorgestelde artikel, in het licht van de toelichtingen, dat het bedrag van het zakgeld wordt uitbetaald:

- in principe in één keer en dus één keer per jaar, aangezien het basisbedrag op jaarbasis vermeld staat
- op vraag van de begunstigde of de voorlopige bewindvoerder wekelijks.

Men heeft aangekondigd dat men minder contant geld wil hebben in rusthuizen. Dit is in lijn met wat de OCMW's in 2009 gevraagd hadden.



- a. Als het principe echter de eenmalige uitbetaling wordt, dan gaat er juist meer contant geld aanwezig zijn in het rusthuis. Dit is in strijd met de gestelde doelstelling en het impliceert een grotere kans op diefstal.
- b. Een in principe jaarlijkse uitbetaling roept een aantal vragen op:
- Het OCMW geeft de bewoner zakgeld wanneer de maatschappelijke bijstand wordt verstrekt in de vorm van een betaling van de verblijfskosten. Een bewoner kan deze bijstand op een bepaald moment nodig hebben en krijgen, maar op het daaropvolgend moment niet meer nodig hebben omdat hij over nieuwe middelen beschikt: vakantiegeld, invaliditeitsuitkering, een nalatenschap...
 - Wat gebeurt er als de bevoegdheid van het OCMW wijzigt? Wat zou er gebeuren met een eenmalig uitbetaald bedrag? Een terugvordering van een onrechtmatig toegekend bedrag? De kans, zelfs eerder zeldzaam, bestaat.
 - Zakgeld is sociale bijstand. Op grond van artikel 60 van de organieke wet beoordeelt het OCMW op welke manier de sociale bijstand wordt verleend. De huidige tekst staat een tweewekelijkse uitbetaling niet in de weg... afhankelijk van de persoonlijke behoeften van de persoon. Het OCMW maakt die beoordeling. Op andere plaatsen wordt er op aanvraag al fysiek uitbetaald volgens de overeengekomen periodiciteit.

De OCMW-federaties hebben volgend advies:

- het principe van een maandelijkse uitbetaling behouden;
- voorzien in de mogelijkheid van een wekelijkse of tweewekelijkse uitbetaling, ofwel wanneer de persoon erom vraagt, ofwel wanneer het OCMW aldus beslist op basis van een concrete beoordeling;
- niet verwijzen naar de voorlopige bewindvoerder wanneer hij de wettelijke vertegenwoordiger is.

c. De OCMW-federaties herhalen hun tweede verzoek uit 2009.

Gedesoriënteerde mensen kunnen hun zakgeld nauwelijks beheren.

Past men de regelgeving strikt toe, dan moet men het geld toch aan deze bewoners geven. Materieel gezien is dit in feite niet mogelijk en zijn de praktijken divers. In een aantal gevallen leidt dit tot een ophoping van cash geld.

Er zijn instellingen waar men het zakgeld van de bewoner maandelijks standaard stort op een elektronische zichtrekening van het type systeem I-betalrekening omdat de bewoners enorm zorgbehoevend zijn.

De OCMW-federaties bevelen aan om voor gedesoriënteerde of sterk zorgbehoevende bewoners, het zakgeld:

- Te storten op een derdenrekening in de zin van de OCMW-boekhouding;
- Te debiteren op basis van de werkelijke kosten gestaafd met een betalingsbewijs.

In principe heeft de boekhouding van een OCMW enkel betrekking op de activa van dat OCMW. De derdenrekening vormt een uitzondering. Simpel gezegd, als de persoon een tijdschrift / pralines wil kopen, worden er kosten gemaakt en wordt de rekening gedebiteerd op basis van het betalingsbewijs / de factuur.
